

POLITIQUE DE CONFORMITÉ FISCALE À REVOIR EN PROFONDEUR

Les banquiers privés suisses sont favorables à la politique de conformité fiscale. Mais plusieurs propositions du Conseil fédéral mises en consultation en février dernier mettraient gravement en danger la place financière si elles étaient adoptées telles quelles. De plus, les récents développements sur la scène internationale viennent changer la donne ; la Suisse ne peut pas en faire abstraction.

Le Conseil fédéral a mis en consultation jusqu'au 15 juin 2013 deux volets relatifs à la « *Weissgeldstrategie* » dont les lignes directrices avaient été énoncées dans une note de discussion du 22 février 2012 et dans son rapport sur la politique en matière de marchés financiers du 19 décembre 2012. Les deux domaines concernés sont :

- a) les obligations de diligence fiscale à inscrire dans la loi sur le blanchiment d'argent (LBA) ;
- b) la mise en œuvre des recommandations révisées du GAFI et, en particulier, la définition d'un délit fiscal pénal qui deviendrait une infraction préalable au blanchiment.

Sur le principe, l'Association des Banquiers Privés Suisses (ABPS) est favorable à une politique de conformité fiscale ainsi qu'à la transposition en droit suisse des recommandations révisées du GAFI, qui constituent le standard international dans le domaine de la lutte anti-blanchiment. Toutefois, ces projets législatifs soulèvent plusieurs critiques.

Obligations de diligence fiscale

La stratégie du Conseil fédéral n'est pas comprise à l'étranger. La preuve en est que le G20 et l'OCDE affichent désormais clairement leur volonté d'établir l'échange automatique d'informations fiscales en tant que standard international. L'UE n'est plus seule à le réclamer. Les récentes décisions du Luxembourg, de l'Autriche et du G20 doivent être intégrées dans la stratégie du Conseil fédéral. A moins d'obtenir l'assurance que la Suisse ne devra pas s'engager, à terme, sur la voie de l'échange automatique, il serait irresponsable d'infliger à la place financière suisse des mesures qui feraient double emploi, qu'aucune autre place n'impose à ses opérateurs et dont la mise en œuvre susciterait de graves problèmes.

Le projet du Conseil fédéral érige la suspicion en principe, ce qui est contraire au principe constitutionnel de la bonne foi en affaires. Il veut imposer aux intermédiaires financiers de déterminer si les valeurs patrimoniales qui leur sont confiées sont ou seront fiscalisées (cf. art. 6a *nouveau*, LBA). Ceci revient à exiger d'eux quelque chose d'impossible. Les intermédiaires financiers devraient pouvoir présumer que leurs clients sont honnêtes ; ils ne devraient être tenus d'agir qu'en présence d'indices objectifs de non-conformité fiscale.

La rétroactivité est inacceptable. Il est prévu que les intermédiaires financiers vérifient la conformité fiscale des avoirs déjà placés chez eux (art. 11b *nouveau*, LBA). Le projet du Conseil fé-

déral est donc rétroactif. Ceci représente une source majeure d'insécurité juridique. A supposer que l'on décide d'adopter de nouvelles règles, elles ne devraient s'appliquer qu'aux valeurs nouvellement déposées, comme cela avait d'ailleurs été annoncé en 2012 par le Conseil fédéral dans ses lignes directrices.

Le Gouvernement n'a pas évalué les conséquences économiques de ce qu'il propose. Les banquiers privés observent que les conséquences des mesures proposées sur la compétitivité de la place financière n'ont pas été analysées. Compte tenu du fait que ces mesures affecteront le cœur même de la place financière et des dizaines de milliers d'emplois, une étude d'impact économique est indispensable. Une étude comparative sérieuse de la situation juridique dans les places concurrentes devra aussi être effectuée.

Transposition des recommandations du GAFI

Le second volet des mesures mises en consultation est moins problématique. En effet, l'ABPS soutient l'application en Suisse des standards internationaux reconnus. Les Recommandations du GAFI en font sans conteste partie.

La Suisse ne doit toutefois pas profiter de cette révision législative pour introduire par la petite porte des réformes du droit interne qui ne sont pas requises par le GAFI.

C'est pourquoi, l'ABPS s'oppose à l'élargissement de la notion de fraude fiscale contenue dans le projet mis en consultation. A l'heure actuelle, cette infraction nécessite l'usage d'un titre faux ou falsifié. Or, sans que le GAFI ne le demande, il est proposé d'étendre la définition aux cas de tromperies astucieuses. Cette notion est très vague, de sorte que son application posera des problèmes pratiques insolubles aux banques qui n'auront aucun moyen de déceler les indices d'une telle tromperie, en particulier lorsqu'il s'agira de clients étrangers. Pour la clientèle suisse, l'introduction de cette notion de tromperie astucieuse pourra conduire à une peine de prison de trois ans au plus, ce qui modifiera profondément les rapports entre le citoyen et l'Etat.

Pour se conformer aux exigences du GAFI, le Conseil fédéral propose aussi de créer une forme qualifiée d'escroquerie fiscale, constitutive d'un crime passible d'une peine de 5 ans de prison. Cette infraction deviendra ainsi un acte préalable au blanchiment d'argent. Le seul élément qualifiant retenu est la présence d'éléments imposables non déclarés (revenus et fortune) atteignant au moins CHF 600'000.-. Il est arbitraire de considérer une fortune de CHF 600'000.- comme élément qualifiant. Cela risque de jeter le discrédit sur toute l'activité de gestion de fortune privée, dans laquelle un patrimoine de CHF 600'000.- est usuel. L'ABPS demande en tous les cas que la notion de fortune soit retirée de la liste des « éléments imposables ».

En conclusion, les banquiers privés suisses plaident pour une clarification de la stratégie du Conseil fédéral. Des décisions précipitées, qui ne tiennent pas compte de la nouvelle donne internationale, nuiraient à la compétitivité de la place financière et auraient un impact négatif sur les emplois en Suisse.